

**ARRETE RAPPORTANT UN ARRETE DE PERMIS DE  
CONSTRUIRE  
ET  
ARRETE DE PERMIS DE CONSTRUIRE  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

<b>DESCRIPTION DE LA DEMANDE</b>	
<b>référence dossier : N°PC 063 245 19 R0022</b>	
<b>Surface de plancher autorisée : 4110 m<sup>2</sup></b>	
<b>Déposée le : 19/11/2019</b>	
<b>Par :</b>	SAS ATRIUM
<b>Demeurant à :</b>	5 rue de la télématique 4200 SAINT ETIENNE
<b>Représenté par :</b>	Monsieur BARTHELEMY Sébastien
<b>Pour :</b>	<p>Le projet prévoit la construction de commerces, restaurants, services et bureaux sur 2 niveaux ( RDC + R+1) ainsi qu'un sous-sol qui accueillera des parkings destinés aux usagers soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un Etablissement Recevant des Travailleurs avec plateau au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment déclaré en code du travail (1142 m<sup>2</sup>),</li> <li>- Un grand hall magasin bio (cellule n°1 ERPn°1) (987 m<sup>2</sup> dont 524 m<sup>2</sup> accessible au public)</li> <li>- Une salle de sport (cellule n°4 ERPn°2) (1314 m<sup>2</sup> dont 1019.40 m<sup>2</sup> accessible au public),</li> <li>- Un restaurant (cellule n°5 ERP n°3) (453m<sup>2</sup> dont 290 m<sup>2</sup> accessible au public)</li> <li>- Un restaurant rapide (ERP n°4) (285 m<sup>2</sup> dont 141 m<sup>2</sup> accessible au public)</li> <li>- Un parking souterrain (ERP n°5)</li> </ul>
<b>Sur un terrain sis :</b>	RUE JEAN ZAY

**LE MAIRE**

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
 Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,  
 Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,  
 Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/07/2006,  
 Vu la révision n°2 et la modification n°7 approuvées le 11/07/2017,  
 Vu la modification n°8 approuvée le 14/01/2020,  
 Vu le règlement de la zone UI,  
 Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) de l'agglomération riomoise approuvé par arrêté préfectoral du 18/07/2016,  
 Vu le Certificat d'Urbanisme opérationnel n°06324519R0064 du 02/07/2019,

Vu l'avis de dépôt affiché le 25/11/2019,  
Vu l'avis de la DRD Clermont Limagne en date du 30/01/2020,  
Vu l'avis favorable de la DDT en date du 04/02/2020,  
Vu les pièces complémentaires en date du 28/02/2020,  
Vu les nouvelles pièces du 21/01/2020, du 10/06/2020, du 10/08/2020, du 09/11/2020, et du 23/11/2020,  
Vu l'avis Enedis, basé sur une puissance raccordement de 12 kVA monophasé, en date du 07/10/2020 ci-joint ;  
Vu l'accord des demandeurs au titre des équipements propres en date du 08/10/2020 (application du 3ème alinéa de l'article L.332-15 du code de l'urbanisme) pour un montant de 8436.75 € au titre de la participation au raccordement électrique,  
Vu l'autorisation de travaux n°06324520R0012 du 26 novembre 2020,  
Vu l'autorisation de travaux n°06324520R0013 du 26 novembre 2020,  
Vu l'autorisation de travaux n°06324520R0014 du 26 novembre 2020,  
Vu l'autorisation de travaux n°06324520R0015 du 26 novembre 2020,  
Vu l'autorisation de travaux n°06324520R0016 du 26 novembre 2020,  
Vu l'autorisation de travaux n°06324520R0017 du 26 novembre 2020 ,

Considérant que l'arrêté de permis de construire 063 245 19R0022 a été accordé tacitement le 09/10/2020, sans que les avis des sous commissions sécurité incendie et accessibilité n'aient pu être rendus et sans que, par conséquence, les autorisations de travaux AT n°06324520R0012, n°06324520R0013, n°06324520R0014, n°06324520R0015, n°06324520R0016 et n°06324520R0017 ne soient délivrées,

Considérant que le dossier porte sur un permis de construire valant autorisation de construire, de modifier ou d'aménager un établissement recevant du public au titre de l'article L111 -8 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Considérant que pour ces motifs il convient de rapporter la décision tacite du 09/10/2020 et de redélivrer le permis de construire en visant les autorisations de travaux,

#### ARRETE

Article 1 : Le permis de construire n° 06324519R0022 délivré tacitement en date du 09/10/2020 est retiré.

Article 2 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée. Il vaut autorisation de construire, de modifier ou d'aménager un établissement recevant du public au titre de l'article L111 -8 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Article 3 : La parcelle est située en zone inondable, les installations, équipements et matériels sensibles à l'eau devront être situés au-dessus de la cote de mise hors d'eau ou devront être protégés d'une éventuelle inondation.  
L'utilisation ou le stockage de matériaux et/ou de produits toxiques sont interdits sous la cote de mise hors d'eau.

Article 4 : Les branchements aux réseaux d'eau potable et d'assainissement devront être réalisés avant le dépôt de la Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux,

Article 5 : La réalisation du projet est soumise au versement de la Taxe d'Aménagement.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que son terrain est situé en zone de sismicité 3. Les constructions devront respecter les règles constructives correspondantes.

MOZAC, le 26 novembre 2020  
Le Maire,

Marc REGNOUX



---

**INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans les cas particuliers suivants :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

Dès notification, l'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le ou les bénéficiaires au plus tard 15 jours après le dépôt du recours.

- Dans le délai de trois mois après la date de décision, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le ou les bénéficiaires.

- **DUREE DE VALIDITE :** l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté (**ce délai est porté à 3 ans par décret du 05 janvier 2016**). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal, soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** la présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme et non de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les Tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** le bénéficiaire de l'autorisation doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L 242-1 du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

